ILS TIENDRONT LEUR CONSEIL NATIONAL AUJOURD'HUI

Les paramédicaux lâcheront-ils l'Intersyndicale ?

Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) tiendra aujourd'hui son conseil national. L'ordre du jour : poursuite ou pas de la grève avec l'Intersyndicale. Le SAP a décidé de consulter son conseil national sur la poursuite de la grève les 24 et 25 octobre prochains suite aux engagements du ministre de la Santé de prendre en charge ses revendications. L'Intersyndicale de son côté, menace de durcir son mouvement devant le mutisme du gouvernement.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les paramédicaux risquent de se retirer du mouvement de protestation initié par les syndicats autonomes pour revendiquer le maintien de la retraite anticipée et sans condition d'âge.

Le SAP dont l'appel à la grève, la semaine dernière, a été suivi à 70% réunira son conseil national aujourd'hui pour décider de la poursuite ou pas du débrayage avec l'Intersyndicale.

Cette dernière compte revenir à la protestation pour deux jours de grève les 24 et 25 octobre prochains. Le syndicat des paramédicaux a décidé de consulter sa base suite à sa réunion lundi dernier, premier jour de grève de l'Intersyndicale, avec le ministre de la Santé.

Durant cette rencontre, Abdelmalek Boudiaf s'est engagé à étudier toutes les revendications posées par les paramédicaux. «Nous avons débattu de la situation avec les paramédicaux et j'ai promis à ce que le syndicat soit présent dans la commission nationale chargée de l'application de la nouvelle loi sur la retraite et j'ai donné ma parole pour que toutes les revendications posées par les paramédicaux soient suivies avec beaucoup de rigueur et de sérieux», a indiqué le ministre de la Santé.

Les paramédicaux vont ainsi tenter de classer leur profession parmi les métiers pénibles et qui ne seront pas touchés par la suppression de la retraite anticipée. Le syndicat des paramédicaux avertit contre une saignée dans le secteur suite à un départ massif à la retraite des paramédicaux avec ce nouveau projet de loi. Attestant aussi que le manque de formation dont a souffert la filière pendant plusieurs années a eu comme conséquence un manque important en personnel paramédical. La revendication du maintien de la retraite anticipée et sans condition d'âge pour ce corps médical et dont le ministre de la Santé promet de satisfaire ne risque-t-elle pas de porter encore plus préjudice au secteur ?

Par ailleurs, la Fédération nationale de l'éducation du Snapap affiliée à la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie a lancé, hier dans un communiqué, un appel aux étudiants pour participer en masse dans les prochaines protestations.

Photos :DR

Les paramédicaux dans l'expectative.

«L'annulation du système actuel de retraite menace le marché de l'emploi et l'avenir des futurs universitaires» souligne le syndicat dans un communiqué. De son côté, l'Intersyndicale regroupant les syndicats autonomes s'est réunie jeudi au siège du SNPSP à Alger pour faire l'évaluation de son mouvement de grève des 17 et 18 octobre passés et la préparation du prochain débrayage de ce lundi.

L'Intersyndicale qui réitère son maintien à sa plate-forme de revendication dénonce le mutisme et la fuite en avant du gouvernement et menace de durcir son mouvement en utilisant «tous les moyens et voix réglementaires possibles».

S. A.

LA BANQUE MONDIALE (BM) A RELEVÉ SES PRÉVISIONS POUR LES COURS DE BRUT EN 2017

L'accord de l'Opep conclu à Alger va soutenir les prix de pétrole l'an prochain

La Banque mondiale (BM) a relevé ses prévisions pour les cours de brut en 2017 qui seront soutenus l'année prochaine, a-t-elle avancé, grâce à l'accord de l'Opep conclu en septembre dernier à Alger pour limiter la production dans une fourchette allant entre 32,5 mbj et 33 mbj.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - La BM précise dans son rapport trimestriel sur les marchés de produits de base que «l'accord de l'Opep pour limiter la production devrait tirer les prix vers le haut» en tablant désormais sur un prix de 55 dollars le baril de brut contre 53 dollars anticipés en juillet.

Comme conséquence, les prix de l'énergie, incluant le pétrole, le gaz naturel et le charbon, devraient bondir de pratiquement 25% au cours des 12 prochains mois, une hausse supérieure aux prévisions avancées dans le dernier rapport de juillet. Pour 2016, les cours du pétrole devraient s'établir en moyenne à 43 dollars le baril, sans changement par rapport aux estimations de juillet, relève la BM. «Nous anticipons une hausse sensible des prix de l'énergie l'an prochain, tirée par les cours du pétrole», déclare John Baffes, économiste senior à la Banque mondiale et principal auteur de ce rapport qui consacre un dossier spécial au plan de réduction de la production annoncé par l'Opep à Alger. Mais faute «de connaître les modalités concrètes d'application de l'accord de l'Opep, lequel aura certainement de profondes répercussions sur les marchés pétroliers quand il entrera en vigueur, nous devons envisager ces prévisions avec circonspection», note-t-il, toutefois.

Les prix du pétrole reprenaient vendredi en cours d'échanges européens, après une chute brutale jeudi, les marchés choisissant de miser sur la réduction de la surabondance de l'offre grâce à la mise en œuvre de l'accord de l'Opep sur la limitation de sa production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 51,77 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 39 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de Light Sweet Crude (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 26 cents à 50,89 dollars.

Accélération du rééquilibrage du marché si l'Opep concrétise l'accord d'Alger

Rappelons si besoin que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé que le marché pétrolier pourrait contenir l'offre excédentaire plus rapidement si l'Opep concrétisait sa décision prise à Alger de réduire sa production. «Malgré de timides signes que les stocks débordants commencent à se replier, notre prévision offre-demande montre que le marché — s'il est laissé à lui-même — pourrait rester excédentaire durant la première moitié de l'an prochain», a indiqué l'AIE dans son rapport mensuel sur le pétrole publié mardi 11 octobre.

Notons que les membres de l'Opep devraient se réunir le 30 novembre prochain à Vienne pour mettre à exécution l'accord d'Alger. Il sera alors question de fixer des quotas de production pour chaque pays membre de l'Opep suite à la décision de cette réunion d'Alger de réduire la production à un niveau oscillant entre 32,5 millions barils jour (mbj) et 33 mbj. D'aucuns espèrent que cette décision va stabiliser les prix.

Y. D.

Siège de l'Opep.

PARTENARIAT ALGER/ÎLE-DE-FRANCE

Vers une maison Algérie à la Cité internationale de Paris

L'on se dirigerait vers l'ouverture d'une maison Algérie à la Cité internationale universitaire de Paris. C'est ce que la présidente du Conseil régional de l'Ile-de-France, a affirmé, mercredi soir lors d'une conférence animée dans le cadre des Forums de l'Ecole supérieure algérienne des affaires.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Valérie Pécresse, qui a effectué une visite de deux jours à Alger, ne manque pas d'arguments pour appuyer cette démarche, en ce sens, a-t-elle soutenu, que la région qu'elle dirige, «où il y a un peu d'Algérie» et a accueilli plus d'étudiants algériens cette année puisqu'ils sont «près de 1/4 sur un total de 7 000 enregistrés».

L'ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le gouvernement de François Fillon a dit inscrire aussi ce projet dans le sillage de «renforcer la coopération entre les établissements de l'enseignement supérieur relevant de la région qu'elle préside et Alger, deux collectivités qui, pour rappel, ont engagé un processus de coopération en matière de réhabilitation urbaine, dans le cadre de la mise en œuvre du plan Alger 2030. Une coopération appelée à être davantage consolidée, Pécresse émettant le souhait d'un «partenariat autour des questions de développement économique et numérique» entre les deux collectivités dans le cadre d'un nouveau partenariat euro-méditerranéen qui inscrit l'innovation et le numérique comme bases». Surtout, selon elle, que «le potentiel de coopération numérique, à travers des startup, algériennes et françaises, est important et encouragera la mise sur pied d'un réseau d'incubateurs entre les deux pôles».

Et ce partenariat, l'ex-ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat, et porte-parole du même gouvernement Fillon, le veut «privilégié» car pour elle, ce serait une «anomalie incompréhensible» qu'il n'en soit pas ainsi.

A noter que la présidente du Conseil régional de l'Ile-deFrance n'a pas eu à s'exprimer sur l'actualité dans l'Hexagone, empreinte de précampagne chaude pour les élections présidentielles de mai prochain. Le point de presse que l'on annonçait dans un premier temps n'a pas eu lieu, laissant sur leur faim les journalistes présents à ce débat. Surtout qu'il s'agissait de savoir pour quel candidat pencherait celle que l'on considère comme un «poids lourd» des Républicains en vue des élections présidentielles de l'année prochaine. Pécresse est, en effet, courtisée par Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Fillon et Bruno Le Maire pour avoir son appui pour le scrutin lors des primaires du parti prévues les 20 et 27 novembre prochain.

M. K.